

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES - ACTE D'ENGAGEMENT

Numéro de consultation : MLS25014

Procédure de passation :
Procédure adaptée
> à 90 000 € HT

Articles du code de la commande publique retenus :
Art. L2123-1
Art. R 2123-1

N° officiel du marché :

N° du marché engagement juridique Chorus :

Code tiers fournisseur Chorus :

SOMMAIRE

Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS	3
1.1 Acheteur	3
1.2 Titulaire	4
Article 2 - OBJET DU MARCHÉ ET DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
Article 3 - FORME DU MARCHÉ	5
Article 4 - ETENDUE DU MARCHÉ ET CONTENU DES PRIX.....	5
Article 5 - DUREE ET EXECUTION DU MARCHÉ	5
5.1 Durée du marché et délai d'exécution	5
Article 6 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ	6
6.1 Formes de notification des bons de commandes	6
6.2 Conditions d'exécution.....	6
6.3 Accès au site : accréditation du personnel.....	7
6.4 Obligations du titulaire	7
6.5 Constatation de l'exécution des prestations	8
6.6 Clauses environnementales	8
Article 7 - PENALITES.....	8
Article 8 - REGIME FINANCIER	9
8.1 Avances	9
8.2 Acomptes.....	9
8.3 Variation des prix.....	9
8.4 Informations comptables	9
8.5 Modalités de facturation.....	10
Article 9 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	11
9.1 Assurances.....	11
9.2 Changement affectant le titulaire	11
9.3 Résiliation.....	11
9.4 Litiges et contentieux	11
Article 10 - SIGNATURES	12
10.1 10-1 LE TITULAIRE	12
10.2 10-2 LE POUVOIR ADJUDICATEUR.....	12
Article 11 - NOTIFICATION	12
Article 12 - ANNEXES.....	12

Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS

1.1 Acheteur

Ministère des Armées
Service de la Maintenance Industrielle Terrestre

13ème BSMAT - Détachement de Moulins
Antenne SAR Chorus
Bureau Procédures Marchés
57 rue des Epoux Contoux
BP 74
03402 YZEURE CEDEX

SIRET : 150 000 651 00011
CODE APE : 8422Z Défense
NIC : FR50 150 000 651

Pouvoir Adjudicateur :
Chef du détachement de Moulins, nommé personne signataire des marchés publics et des accords-cadres par arrêté du 22 juin 2007 portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataire des marchés publics et des accords-cadres au ministère des armées – version consolidée du 1^{er} janvier 2022.

Responsables marchés :
Madame Claire ROCHAS
Tél : 04 70 48 88 73
Courriel : claire.rochas@intradef.gouv.fr

Monsieur Benoît BRUNOT
Tél : 04 70 48 88 28
Courriel : benoit-joseph.brunot@intradef.gouv.fr

Rédacteurs :
Madame Brigitte BOURNAT
Tél : 04 70 48 88 47
Courriel : brigitte.bournat@intradef.gouv.fr

Madame Thi Ngoc Vang LE
Tél : 04 70 48 88 47
Courriel : thi-ngoc-vang.le@intradef.gouv.fr

Correspondants techniques :
Monsieur PEYRONNEL Stéphane
Tél : 04 73 99 27 29
Courriel : stephane.peyronnel@intradef.gouv.fr

Madame RAIMOND Marie
Tél : 04 63 66 10 80
Courriel : marie.raimond@intradef.gouv.fr

1.2 Titulaire

Le signataire :

Nom, prénom et qualité du signataire :	
Adresse professionnelle :	
Téléphone :	
Télécopie :	
Courriel :	
* agissant pour mon compte * agissant pour le compte de la société (indiquer SA, SARL, ...)	
Raison sociale :	
Domicilié à :	
Téléphone :	
Télécopie :	
Courriel :	
Dont le siège social est à :	
Téléphone :	
Télécopie :	
N° Siret :	
Code APE :	
PME-PMI :	OUI - NON (1) barrez la mention inutile

Compte ouvert au nom de :

Domiciliation :

Code banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Article 2 - OBJET DU MARCHE ET DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché a pour objet : les prestations relatives à l'exploitation et au maintien en condition opérationnelle, à la maintenance préventive et curative de la station de détoxification et de ses équipements connexes exploités par la 13^{ème} BSMAT de Clermont-Ferrand.

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- Le présent acte d'engagement valant cahier des clauses particulières (AE-CCP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'annexe 1 « Table de prix » ;
- L'annexe 2 « Modèle bilan trimestriel » ;
- L'annexe 3 « Simulation annuelle » ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Article 3 - FORME DU MARCHE

Ce contrat est un accord-cadre :

- À procédure adaptée ;
- Mono-attributaire ;
- À bons de commande.

Article 4 - ETENDUE DU MARCHE ET CONTENU DES PRIX

Valeur du marché :

200 000.00 € HT maximum.

Nature des prix :

Les prix sont unitaires.

Date d'établissement des prix :

La date d'établissement des prix correspond à la date de signature par le candidat.

Régime des prix :

Les prix proposés sont fermes et définitifs la première année du marché.

Les prix sont révisibles annuellement.

Les prix s'entendent franco de port et d'emballage.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Article 5 - DUREE ET EXECUTION DU MARCHE

5.1 Durée du marché et délai d'exécution

Le marché court à compter du 01/04/2026 pour 12 mois reconductible trois (3) fois.

Il sera prorogé par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

L'Administration se réserve le droit de ne pas reconduire le marché. En cas de décision de non reconduction, le titulaire est informé au minimum 2 mois avant la date anniversaire de notification par écrit signé de l'autorité signataire du marché.

Article 6 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 Formes de notification des bons de commandes

Les engagements juridiques (bons de commande) régis par le présent marché seront signés par le chef de détachement de Moulins, pouvoir adjudicateur délégué (PAD).

La notification des engagements juridiques (bons de commande) au titulaire se fera par courrier électronique avec accusé de réception par la Cellule de Coordination de Réalisation des Besoins (CCRB) ou par le Pôle Expertise Approvisionnement (PEA) du service bénéficiaire.

Le titulaire a l'obligation d'accusé réception de toute commande qui lui sera notifié. Sur l'accusé de réception, doit figurer le numéro de bon de commande concerné ainsi que la date de réception dudit bon de commande.

Le titulaire s'engage à exécuter la totalité des engagements juridiques (bons de commande) qui lui seront notifiés.

Lorsqu'il sera fait état au titulaire d'un besoin ne figurant pas sur l'annexe 1 « Table de prix », le titulaire s'engage à transmettre à l'antenne SAR de Moulins un devis détaillé faisant mention du prix unitaire HT en € de chaque fourniture.

Les prix ainsi déterminés pour chaque nouvelle fourniture, s'ils sont acceptés par le pouvoir adjudicateur, seront considérés comme initiaux définitifs et seront valables pour tous les bons de commande notifiés ultérieurement.

Ces nouvelles références seront ajoutées à l'annexe 1 « Table de prix » par ordre de service.

a) Cas d'une intervention corrective

Le titulaire procède à la maintenance corrective conformément à l'article V.1 du CCTP.

Deux cas de figure sont possibles :

- Soit le titulaire procède à un dépannage immédiat et simple avec l'échange de petites fournitures ne dépassant pas 100€ TTC ;
- Soit il procède à un dépannage complexe dont l'échange des fournitures dépasse 100 € TTC, dans ce cas le titulaire doit faire parvenir à l'administration un devis détaillé pour accord avant toute intervention.

b) Cas d'une astreinte et intervention en cas de dysfonctionnement

Voir paragraphe V.3 du CCTP.

6.2 Conditions d'exécution

Les prestations devront être exécutées conformément au CCTP.

Le titulaire garantit des prestations conformes aux normes et spécificités techniques définies sur le cahier des charges. Le titulaire doit disposer de tous les outils et moyens nécessaires à la réalisation des différentes prestations.

En cas de prestations incomplètes et/ou mal réalisées, le titulaire s'engage à les refaire à ses frais dans les délais imposés par l'administration.

6.3 Accès au site : accréditation du personnel

L'attention du titulaire est attirée sur les contraintes particulières liées aux horaires et aux conditions d'accès aux sites militaires, autant pour les personnes que pour les véhicules. Il appartient au titulaire d'établir en temps utile, les demandes préalables pour le contrôle d'accès des personnes qu'il emploie (cf. correspondant technique, article 1 du présent CCP).

La prestation « objet du marché » devant s'effectuer dans une enceinte militaire, le titulaire devra se conformer aux règles en vigueur.

Pour intervenir dans l'enceinte de l'établissement, le titulaire devra préalablement fournir une liste du personnel susceptible d'intervenir afin de réaliser des contrôles primaire (CPR) individuels.

Le titulaire présente des personnes n'ayant pas fait l'objet de condamnation pénale. Seules les personnes ayant fait l'objet d'un contrôle primaire (CPR) préalable, validé par l'autorité de sureté, accéderont à l'établissement. De même, si en cours d'exécution du marché, le titulaire souhaite affecter de nouveaux personnels, ces personnels feront l'objet d'un contrôle.

Le commandant en second de la 13ème BSMAT est l'autorité de sureté. Le titulaire fournira également la liste des véhicules devant intervenir dans l'enceinte de l'établissement. Les certificats d'immatriculation et les attestations d'assurance des véhicules seront tenus à jour et toutes modifications de la liste sera déclaré à l'autorité de sureté.

L'établissement refusera l'accès du site, aux personnes dont les contrôles primaires seront refusés, et à tout véhicule non déclaré, sans que cela ne dégage le titulaire des engagements qu'il a contracté, notamment en termes de délais.

De plus, l'accès à l'établissement n'étant autorisé qu'aux personnels munis d'un laissez-passer : lors d'une opération de maintenance, le titulaire et son personnel devront fournir au poste de garde une pièce d'identité, les certificats d'immatriculation et les attestations d'assurance des véhicules devant pénétrer dans l'enceinte militaire. Un laissez-passer sera alors délivré à chaque personnel, ce document devra être restitué à la fin des opérations de maintenance.

Le titulaire demeure seul responsable des agissements de son personnel et de ses sous-traitants, notamment des actes délictueux ou faute grave qui pourraient être commis par ceux-ci aux préjudices de la 13ème BSMAT.

Le titulaire sera, en toute hypothèse civilement responsable des faits et gestes de son personnel et de ses sous-traitants. En cas de non-respect par le titulaire ou son personnel des dispositions figurant ci-dessus, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre fin au présent marché qui lui aura été notifié, par lettre recommandée adressée au titulaire, sans indemnité.

6.4 Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentiels qui lui auraient été fournis.

La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Dans le cas du suivi qualité des fournisseurs, l'Administration peut être amenée à évaluer les prestations fournies par le titulaire (délais de livraison, litige(s) sur factures, anomalie(s) sur documents administratifs, etc...)

6.5 Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées par les personnels chargés de la constatation des services faits du site de livraison dans les conditions prévues aux articles 27, 28, 29 et 30 du cahier des clauses administratives générales relatif aux fournitures courantes et services (CCAG/FCS).

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la fourniture livrée et celle demandée sur le bon de commande.

Si ces fournitures ne sont pas conformes à la commande, elles seront ajournées ou rejetées.

La titulaire devra effectuer à ses frais la livraison des fournitures ajournées ou refusées dans un délai maximum de 72 heures

6.6 Clauses environnementales

Le traitement des déchets devra faire l'objet d'une élimination en centre de traitement agréé. Les modalités sont précisées dans l'article V.4 du CCTP.

Article 7 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités.
Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont calculées par application de la formule suivante :

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$P = V \times R / 300$ dans laquelle

P = le montant de la pénalité en € HT

R = nombre de jours de retard

V = valeur des fournitures sur laquelle est calculée la pénalité.

Le titulaire peut être exonéré des pénalités dont le montant est manifestement dérisoire (l'application des pénalités restera à l'appréciation de l'acheteur).

Article 8 - REGIME FINANCIER

8.1 Avances

Une avance sera consentie, si le titulaire ne s'y oppose pas, aux termes de l'article R.2191-7 du code de la commande publique uniquement pour les PME si le montant de la tranche dépasse les 50 000 € HT et si le délai de la prestation est supérieur à deux mois, le montant de l'avance sera dans ce cas porté à 30% du montant de la tranche. Aucune avance ne sera consentie dans les autres cas.

8.2 Acomptes

Des acomptes seront consentis mensuellement, si le titulaire ne s'y oppose pas, aux termes des articles R.2191-20 et 22 du code de la commande publique. Le montant de l'acompte sera calculé sur la base de la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Il sera diminué du montant de l'avance, le cas échéant.

8.3 Variation des prix

Le titulaire a la possibilité de réviser les prix sur la base du tarif initial qu'il applique à ce marché en utilisant la formule d'indexation ci-dessous.

Il dispose d'un délai calendaire de deux (2) mois en amont de la date anniversaire du marché pour proposer une nouvelle tarification.

Le prix est révisable annuellement, par application de la formule d'indexation suivante :

$P = P_o \times (I/I_o)$

P = prix révisé

P_o = prix initial

Valeur de l'indice :

I : valeur de l'indice INSEE en vigueur à la date de la révision de prix

I_o = valeur de l'indice INSEE en vigueur à la date de la signature du marché

L'indice INSEE à prendre en compte est : CPF 71.20 (id : 010766587) ;

« indice services de contrôle et analyses techniques ».

En l'absence de nouveaux tarifs, les derniers tarifs en vigueur continueront à s'appliquer.

Le coefficient ainsi obtenu ne comportera pas plus de quatre (4) chiffres après la virgule.

Les valeurs des indices correspondant au secteur d'activité sont relevées sur le site internet de l'INSEE.

8.4 Informations comptables

Le comptable assignataire des paiements est :

Agent Comptable des Services Industriels de l'Armement (ACSIA)

Le Vendôme III - 11 rue du Rempart - 93196 Noisy-Le-Grand Cedex

Code nomenclature CPV : 65120000-0

Intitulé de la nomenclature : exploitation d'une station d'épuration d'eau.

Imputation budgétaire : AO06 – 0178160101Z1

Groupe marchandises : 37.02.10 – maintenance des équipements industriels

8.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après réception de la prestation.

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production des factures. Le temps mis par ce dernier pour les faire parvenir à l'administration ne pourra pas donner lieu au versement d'intérêts moratoires.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du service exécutant : D1816JM078 ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro de l'engagement juridique (bon de commande).

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée conformément aux dispositions de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 modifiée relative au développement de la facture électronique.

Le titulaire a deux possibilités en utilisant le portail Chorus pro accessible par internet à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

- En déposant ses factures,
- En saisissant en ligne ses factures.

Conditions préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Nota :

Pour déposer vos factures sur Chorus pro, vous devrez fournir toutes les mentions légales ainsi que les trois informations suivantes :

- Le SIRET générique de l'Etat : **110 002 011 00044** ;
- Le code du service exécutant (SE) de la structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (DCSIMMT) : **D1816JM078** ;
- Le numéro d'engagement juridique (**bon de commande**).

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des factures par le service en charge de son paiement.

Délai de paiement :

Le délai maximal ouvert à l'administration pour procéder au paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la date de prise en compte des fournitures ou de la date de dépôt de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la précédente.

Ce délai sera, le cas échéant, majoré d'un nombre de jours égal à celui apporté par le titulaire pour fournir les justificatifs complémentaires qui lui seraient demandées ou les factures en cas d'erreur ou d'omission. Les sommes payées après l'expiration de ce délai seront assorties d'intérêts moratoires.

Le défaut de versement des intérêts moratoires dans un délai de trente jours à compter du jour de la date de mise en paiement du principal entraîne le versement d'intérêts moratoires complémentaires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses principales opérations de refinancement au 1er janvier et au 1er juillet, majoré de huit points ; Une indemnité forfaitaire de 40 euros en cas de dépassement du délai global de paiement, se rajoutant au montant des intérêts moratoires dus, quel que soit leur montant.

Possibilités de versement, sur présentation de justificatifs, d'indemnités complémentaires lorsque les frais de recouvrement encourus du fait du retard de paiement du débiteur sont supérieurs à l'indemnité forfaitaire (article 40 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013).

Le taux applicable à ces intérêts moratoires complémentaires est le taux d'intérêts moratoires d'origine majoré de 2 points.

Ces intérêts moratoires sont calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises mais ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

La période à laquelle ces intérêts moratoires complémentaires s'appliquent commence le jour suivant la date de paiement du principal et se termine à la date de paiement de l'ensemble des intérêts moratoires.

Article 9 - DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurance.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer :

- À son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ;
- À ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

9.2 Changement affectant le titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

9.3 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2195-1 à L2195-6 du code de la commande publique.

9.4 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut-être saisi selon les modalités fixées par l'article R2197-1 du code de la commande publique relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends.

Le comité consultatif compétent est situé à Lyon.

Le tribunal administratif compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Clermont-Ferrand (6 cours Sablon 63000).

Article 10 - SIGNATURES

10-1 LE TITULAIRE

Mon offre me lie jusqu'à (validité de l'offre au moins égale à 90 jours).

En ce qui concerne l'accord cadre à bon de commande :

Nom, prénom du signataire (*)	Date	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

10-2 LE POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée.

En ce qui concerne l'accord cadre à bon de commande :

Nom, prénom, qualité	Date	Signature
Le Commandant Marc MAISANT Chef du détachement de Moulins/Yzeure Pouvoir adjudicateur délégué		

Article 11 - NOTIFICATION

Le présent marché est notifié via la plateforme des achats de l'état (PLACE).

La date de notification correspond à la date de l'accusé de réception dématérialisé annexé au présent document.

Article 12 - ANNEXES

Annexe 1 : « Table de prix » ;

Annexe 2 : « Modèle bilan trimestriel » ;

Annexe 3 : « Simulation annuelle ».